

## **Mixité à l'école, gage d'égalité ?**

**(Colloque AFFDU, 15 novembre 2004)**

Le 17 décembre 2003, le président de la République déclarait : « le degré de civilisation d'une société se mesure d'abord à la place qu'y occupent les femmes ». Oserais-je dire qu'il est donc évident que notre société n'est pas aussi civilisée qu'elle le devrait et le pourrait ? Certes, nous sommes moins mauvais qu'un certain nombre de pays où la scolarisation des filles n'est pas encore totalement reconnue comme légitime. Cependant dans une démarche d'excellence c'est par rapport aux leaders de chaque paramètre qu'il faut se comparer et non par rapport aux derniers de la classe...

Un examen superficiel peut laisser penser que la mixité hommes femmes est une donnée fondamentale dans notre pays et que s'interroger à ce sujet relève des discussions sur le sexe des anges. Il est cependant clair que la mixité n'est pas en soi un gage d'égalité. On peut même dire que si son objet était de parvenir à l'égalité scolaire entre les filles et les garçons, c'est un échec puisqu'elle n'empêche pas la ségrégation sexuée des études à la fois par niveaux et par domaines.

En effet, les filles représentent sensiblement 55% des diplômés des premier et deuxième cycles de l'enseignement supérieur mais seulement 43% des diplômés du niveau bac + 5 et l'attrait des différentes filières de l'enseignement supérieur est très fortement dépendant du sexe puisque les sciences du langage, de l'homme et de la société comptent 71% de filles ; les sciences juridiques, économiques et politique, 60% ; les sciences paramédicales et pharmaceutiques, 61% et les sciences et techniques, 34%.

Le choix d'une discipline est certes fonction des aspirations des élèves, mais celles-ci ne sont-elles pas fortement influencées par les clichés relatifs à la distribution des rôles féminins et masculins ? Ces stéréotypes ont la vie dure. Ils sont répercutés à la maison, à l'école et dans l'ensemble de la société. « Naturellement », on orientera plus facilement une jeune fille vers le social ou la biologie ; « naturellement », les professeurs de sciences du secondaire accorderont plus de temps à un garçon qu'à une fille, féliciteront le premier pour la rigueur de son raisonnement et la seconde pour la clarté de sa copie ; « naturellement »

certaines parents seront persuadés que leurs fils sont plus intelligents que leurs filles, qui, elles, sont plus sociables...

La bosse des maths n'existe cependant pour personne ! Jusqu'à la seconde, les filles sont meilleures que les garçons en français et égales en maths ! Par contre, les filles n'ont pas assez confiance en elles et à niveau égal, les garçons se croient nettement meilleurs qu'ils ne sont alors que les filles se sous-estiment ... La sociologue Marie Duru-Bellat explique à ce propos dans « l'école des filles » que le système éducatif fait tellement confiance aux garçons qu'il les conduit à se persuader de leurs talents et à choisir des cursus que les filles n'osent même pas envisager. Catherine Marry dit quant à elle que « la croyance des maîtres dans la supériorité des garçons en mathématiques et celle des filles en littérature est décelée, dès l'école primaire, alors même que les différences de performance sont inexistantes ». Ces attentes fonctionnent comme des prophéties et alimentent la surévaluation des garçons en mathématiques et la moindre confiance des filles qui s'engagent donc moins dans les formations scientifiques considérées comme filières d'excellence... Il est d'ailleurs symptomatique de remarquer qu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, les études les plus prestigieuses étaient les humanités classiques qui étaient donc masculines...

---

La mixité des filières professionnelles ne préserve pas non plus les femmes des inégalités, en particulier en matière de promotion ou de salaire.

L'écart net, c'est-à-dire toutes choses étant égales par ailleurs, de rémunération atteint 9% pour la population des ingénieurs diplômés comme l'indiquent Jacqueline Laufer et Sophie Pochic dans l'article « carrières au féminin et au masculin » paru dans « Les cadres au travail » publié aux éditions la découverte en 2004. Dans ce même ouvrage, l'article « Promotion et genre : une mosaïque de différences » de Charles Gadéa et Amine Rezrazi, montre que 53% des hommes cadres ont atteint ce statut par promotion (les autres l'ayant atteint par la formation initiale) mais que seulement 44% des femmes cadres sont dans ce cas. Compte tenu de la représentation inégale des hommes et des femmes dans la population des cadres, cette faible différence cache des fondamentaux beaucoup plus importants : si on prend un cadre au hasard, il y a une chance sur deux qu'il soit issu de la promotion interne, mais en réalité, on a un peu plus d'une chance sur dix de tomber sur une femme promue et près de quatre chances sur dix (quatre fois plus !) de tomber sur un homme promu... Il est en outre à noter que des études

ont montré qu'augmenter le taux de féminisation d'une branche professionnelle ne suffit pas à faire sauter les barrières de la division sexuée du travail et qu'à côté des métiers masculins qualifiés naissent alors des fonctions féminines non qualifiées.

Pas plus qu'à l'école, la mixité au travail n'est donc l'espace privilégié d'une réduction des inégalités. Toutefois, elle est une condition nécessaire et indispensable de l'égalité entre les hommes et les femmes. La mixité scolaire en particulier permet en effet l'apprentissage de la complémentarité et la première ouverture sur la richesse des différences. Je m'autorise à penser qu'on ne peut vouloir un monde fondé sur une égalité des chances indépendante des conditions sociales, des conditions ethniques ou des handicaps physiques si nous n'avons pas, déjà tout petit, appris la tolérance et le respect vis-à-vis de l'autre sexe.

----

Si nous voulons que chacun puisse s'orienter selon ses goûts et non selon son genre et si nous voulons équilibrer la présence des hommes et des femmes dans tous les secteurs du travail, c'est donc en amont qu'il faut faire comprendre aux filles que s'offrent à elles les mêmes opportunités qu'aux garçons. Ce sont les écoles primaires, les collèges et les lycées qui constituent le berceau d'un bouleversement progressif des rapports entre les hommes et les femmes dans notre société.

« Les Olympes de la parole », qui nous seront présentées en fin de matinée, nous éclairent sur certains comportements des filles et des garçons au sein du référentiel scolaire : à l'école élémentaire, la mixité est évidente et les enfants travaillent volontiers en groupes mixtes même si dans la cour de récréation ils se regroupent par sexe ; au collège certains codes sociaux se développent dans la classe : le garçon qui se place à côté d'une fille est perçu comme manquant de virilité et sujet à moqueries, la fille qui se place à côté d'un garçon est considérée soit comme un garçon manqué soit comme une allumeuse ; au lycée, les tables mixtes sont peu fréquentes et codifient une relation amoureuse entre la fille et le garçon.

Les filles et les garçons coexistent donc à l'école mais sont « à côté » et non « ensemble ». Des efforts pour favoriser la communication entre les genres et le travail en groupes mixtes restent donc à faire. Le développement d'une véritable culture de la mixité passe par l'instauration de séquences pédagogiques où filles et garçons découvriront de façon active et concrète la richesse de leurs différences.

Au-delà des idées déjà évoquées dans d'autres cercles, comme l'inscription d'une sensibilisation au genre dans les programmes des IUFM et l'instauration d'objectifs chiffrés de progression du nombre des filles qui accèdent aux filières scientifiques et techniques, il est fondamental d'insister sur l'importance des modèles féminins qui élargissent les aspirations des filles. Pour que cet effet modèle soit efficace, ce sont de jeunes femmes qui viennent de débiter leur activité professionnelle, et qui donc doivent conjuguer leur vie professionnelle, leur vie de femmes, de jeunes mariées et de jeunes mamans, qu'il faut envoyer dans les classes. Je crois à ce propos que l'ère du bénévolat est terminée : Il faut que cette activité, demeurant bien entendu fondée sur le volontariat, soit comptabilisée, au moins pour partie, dans le temps de travail et soit considérée comme normale pour une jeune salariée. Pour que les entreprises soient aussi gagnantes, il faudrait aussi certainement diminuer les charges sociales de celles qui acceptent ce principe... Oui cela a un coût pour la nation, mais d'une part, nous devons décider où sont nos priorités sociétales et d'autre part, le budget correspondant pourrait se trouver par création d'une taxe sur les différences de salaires, à niveau de diplômes et d'anciennetés identiques, entre les hommes et les femmes : que les entreprises qui ne participent pas au jeu de l'égalité paient pour celles qui investissent dans ce domaine !

---

Partout où elles sont intervenues, les femmes ont changé la façon d'aborder et de résoudre les problèmes : offrons-nous la chance de leur donner la place qui leur revient de droit ! Cessons de priver le monde de la variété des genres et de la diversité des origines, sociales ou ethniques, garantes de richesse intellectuelle. C'est un véritable challenge pour la nation toute entière et pour chacun d'entre nous à titre individuel. Nous sommes informés de la situation et aucun d'entre nous ne pourra dire à ses petits enfants « je n'ai rien fait car je n'étais pas au courant ».

Je vous remercie de votre attention.